

Démarche : Défenseurs syndicaux d'Ile-de-France : justification d'activité
(MANDATURE 2024/2028)

Organisme : Pôle Travail, Service des relations du travail

Identité du demandeur

Email	<input type="text"/>
Civilité	<input type="text"/>
Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>

Formulaire

Ce formulaire permet aux défenseurs syndicaux inscrits sur la liste préfectorale d'Ile-de-France de justifier de l'exercice de leur mission.

DEFENSEUR SYNDICAL CONCERNE

Civilité

☐ Mme

☐ M.

NOM

Prénom

Nom de l'organisation à l'origine de la désignation

Nom de l'organisation tel qu'il figure sur la liste préfectorale actant de la désignation du défenseur syndical

je suis en mesure :

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ de justifier de ma domiciliation en Île-de-France

☐ de justifier de mon lieu habituel de travail en Île-de-France

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Attestation sur l'honneur de localisation en Ile-de-France

Défenseurs syndicaux d'Ile-de-France : justification d'activité (MANDATURE 2024/2028)

Je suis en mesure :

Les déclarants sont informés que des vérifications des pièces fournies seront opérées auprès des juridictions.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ de justifier d'une intervention comme défenseur syndical au cours des douze derniers mois

☐ de justifier d'un motif légitime à l'absence d'exercice de mon mandat au cours des douze derniers mois.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Document attestant de cette intervention ou du motif justifiant l'absence d'intervention

Sont notamment recevables à titre de pièces justificatives:

- la convocation du défenseur syndical à l'audience (art. R.1452-3 du code du travail);
- l'attestation de présence du défenseur syndical établie par le greffe de la juridiction (art. D.453-2-12 du code du travail);
- la requête tamponnée par le tribunal aux fins de saisine du conseil de prud'homme mentionnant l'assistance du justifiable par le défenseur syndical (art. R1452-1 du code du travail).
- Tout document nominatif émanant du tribunal attestant de l'accomplissement d'acte de défense prud'homale